

www.ici-grenoble.org

La Grevue de presse

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs

Novembre 2015



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs en novembre 2015 ?
L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'événements
marquants glanés dans la presse locale.

(Les sources sont entre parenthèses)
[Les éventuels commentaires sont encadrés]

* * *

Triplement de l'A480 : le bras de fer commence ?

Le maire de Grenoble Éric Piolle a officiellement déposé un « *recours gracieux* » auprès du premier ministre Manuel Valls pour que ce dernier retire le décret de l'État concernant l'A480.

Ce décret, rendu public en septembre, confie à la société privée Area la gestion de l'A480 entre Saint-Égrève et Claix, avec comme objectif la transformation de cette autoroute en deux fois trois voies. Le coût de ce chantier est estimé à 300 millions d'euros. La société Area augmentera en contrepartie le tarif de ses péages, pour les 100 000 à 150 000 véhicules transitant par l'A480 chaque jour. L'État a également cédé la concession de l'autoroute à Area jusqu'en... 2036.

Si le recours d'Eric Piolle est rejeté, celui-ci menace de saisir le Tribunal Administratif, avec le soutien de l'avocate et ancienne ministre Corinne Lepage.

[Il y a 5 ans, une large mobilisation contribuait à stopper le [projet de Rocade Nord](#). Le blocage du triplement de l'A480 sera-t-il LA grande lutte locale des années à venir ? À suivre...]

(*Dauphiné Libéré*, 01/12/15)

* * *

COP 21, article 11

Et puisque l'on parle de mobilisations... Entre un arrêté préfectoral et l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme sur la liberté d'expression politique, lequel est le plus légitime ? À Grenoble, 700 à 1000 manifestant-e-s ont tranché. Dimanche 29 novembre, ils et elles ont bravé l'interdiction du préfet de l'Isère de tout rassemblement politique contre la COP 21. Une grande chaîne humaine s'est d'abord déployée dans le centre-ville de Grenoble. Elle s'est spontanément transformée en manifestation, sans réaction policière.

Au sein du cortège, on pouvait entendre : « *Ils interdisent la marche pour le climat, mais ils autorisent les marchés de Noël et laissent ouverts les grands centres commerciaux, c'est du délire.* », « *Jamais le préfet nous empêchera d'exprimer nos opinions.* », « *L'état d'urgence, c'est aussi le climat !* », « *Ils instrumentalisent les attentats pour étouffer la contestation politique.* », « *L'État cherche à criminaliser les écologistes, on ne se laissera pas faire !* », etc.

(*Dauphiné Libéré, 30/11/15 ; Observations de membres d'Ici Grenoble*)

* * *

Incendie à la ZAD de Roybon

Mobilisations toujours. Le 5 novembre à l'aube, un violent incendie s'est déclaré dans une grange de la Zone À Défendre de Roybon. À quelques mètres dormaient des zadistes, dans la maison forestière occupée "La Marquise". Alertés par un coq effrayé, les zadistes ont réussi à se mettre à l'abri des flammes et de la fumée. L'incendie a cependant détruit une grande quantité de matériel.

Quelle est l'origine de l'incendie ? « *Sans avoir de preuves, nous craignons qu'il s'agisse d'un acte criminel avec l'intention d'attenter à la vie des habitant-e-s* », affirment les zadistes. « *Cela nous rappelle malheureusement le cocktail Molotov qui a enflammé une cabane en février dernier.* » Les zadistes dénoncent également le délai d'intervention des pompiers, dont la caserne est pourtant proche.

Quelques jours plus tard, la ZAD de Roybon fêtait ses [un an d'existence](#). Rappelons que sans cette occupation, la construction du Center Parcs serait déjà bien avancée, et ce malgré les recours juridiques menés par les associations environnementalistes.

Pour célébrer l'anniversaire de cette lutte, un week-end de chantiers et de discussions sur les pratiques alternatives de gestion des forêts est proposé du 18 au 20 décembre. Retrouvez le programme sur l'agenda d'[Ici Grenoble](#) ou sur le site internet de la [ZAD de Roybon](#).

(*Indymedia Grenoble, 06/11/15 ; Café paysan de Grenoble, 01/12/15 ; Dauphiné Libéré, 29/11/15*)

* * *

Affaire Tardy : la date du procès est fixée.

On connaît maintenant la date du procès de l'ancienne maire de Meylan, Marie-Christine Tardy : le 9 février prochain au tribunal correctionnel de Grenoble.

Rappelons que Marie-Christine Tardy, membre du parti Les Républicains, est soupçonnée de "[prise illégale d'intérêt](#)". L'affaire porte sur trois grandes opérations immobilières à Meylan entre 2007 et 2012. Marie-Christine Tardy pourrait avoir favorisé certains promoteurs immobiliers et le cabinet d'architectures de son mari lors de l'attribution de ces marchés publics. Les opérations immobilières représenteraient au total plus d'un million d'euros.

Que répondent Marie-Christine Tardy et son mari à ces accusations ? Pour l'instant, ils semblent nier les faits. Marie-Christine Tardy affirme qu'elle ne pouvait favoriser son mari architecte car elle ne savait pas qu'il travaillait sur sa commune. L'époux affirme qu'il n'a jamais parlé de ses projets à sa femme.

Marie-Christine Tardy a démissionné de ses fonctions de maire en septembre, officiellement pour des raisons de santé.

(*Dauphiné Libéré, 26/11/15, 16/09/15, 02/05/13, 04/07/15, 20/08/15 ; Le Point, 24/07/13 ; France 3, 04/07/15*)

Grenoble bientôt sous tutelle ?

Mercredi 25 novembre, la plupart des services publics de Grenoble étaient fermés. Pourquoi ? La mairie souhaitait organiser une « *journée choc* » pour protester « *contre la baisse des dotations de l'État* ». La mairie, les bibliothèques, les piscines, les musées, le conservatoire, les théâtres, les gymnases, les crèches et les activités périscolaires étaient inaccessibles. Seules les écoles, les services d'hygiène et de sécurité fonctionnaient normalement.

Dans une tribune, le maire de Grenoble dénonce « *une baisse inouïe de la participation financière de l'État aux collectivités territoriales* ». Cette diminution représenterait 20 millions d'euros par an en 2017, sur un budget total de l'ordre de 340 millions. Cette perte serait « *l'équivalent de 80 % de toute l'action sociale de la ville* » ou « *100 % des subventions versées pendant une année* ». À moins de recourir à un endettement massif, l'équilibre du budget serait gravement menacé. Éric Piolle brandit même la possibilité d'une mise en tutelle de la ville par l'État. Pour éviter la banqueroute, des mesures d'économies budgétaires exceptionnelles sont envisagées : « *Le temps de l'abondance financière est derrière nous [...] Il va falloir changer nos habitudes.* »

Les oppositions municipales dénoncent une campagne de communication alarmiste pour étouffer les contestations face à certains choix budgétaires.

[La question du budget de la ville de Grenoble est particulièrement complexe. Ici Grenoble prévoit d'y consacrer un dossier spécial en 2016].

(*Dauphiné Libéré*, 23/11/15 ; *Gremag*, nov/déc 2015)

* * *

Stalone sur Isère

Depuis les attentats du 13 novembre, les éloges de la police et de l'armée ne manquent pas dans les colonnes du *Dauphiné Libéré*. Apothéose : un reportage sur la « *formation commando de la brigade de renseignement du 93e Régiment d'artillerie de montagne* », basée à Varcès. Deux pages de photos esthétiques et de propos élogieux dignes d'un publiereportage pour l'engagement dans l'armée. Aucun recul critique sur les guerres menées par l'État français depuis trente ans, la violence réelle sur le terrain ou, par exemple, les traumatismes subis par les soldats.

[Pour des informations critiques sur les pratiques de l'armée française, en particulier lors de ses missions en Afrique, nous vous recommandons l'enquête *Que fait l'armée française en Afrique ?* de Raphaël Granvaud, aux éditions Agone, 2010.]

(*Dauphiné Libéré*, 21/11/15)

* * *

No cafardan

Que faire quand on habite un HLM infesté de cafards, et que le bailleur social tarde à intervenir ? Lundi 16 novembre à Échirolles, une vingtaine de locataires se sont présentés au guichet de la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH). Dans leurs mains, des bocaux contenant des cafards. « *Ça fait longtemps qu'on interpelle individuellement la SDH. Ça n'aboutit pas. Alors on tente l'action collective.* » ont expliqué les locataires. Le collectif exigeait de rencontrer immédiatement la Direction.

Des responsables de la SDH ont rapidement reçu les manifestant-e-s. Ils ont promis des mesures.

Cette action contestataire était organisée avec l'[Alliance citoyenne Abbaye](#). Ce mouvement s'inspire de la Méthode Alinsky, du nom d'un militant célèbre pour l'organisation de luttes collectives dans les années 60 aux États-Unis.

(*Dauphiné Libéré*, 19/11/15)

Des cobayes et des puces

Sans avoir consulté ni informé la population, l'entreprise Orange expérimente jusqu'à fin 2016 à Grenoble un nouveau réseau internet WIFI permettant de relier des "objets connectés". Des balises spéciales seraient déployées sur plusieurs hauts points de l'agglomération, en partenariat avec Schneider et une quarantaine d'autres entreprises.

Grenoble accueillait justement début novembre le premier forum international consacré aux objets connectés, à Alpes Congrès. Ce secteur est présenté comme un « *marché colossal à l'horizon 2020* », un eldorado commercial de « *7000 milliards de dollars* ». De quoi s'agit-il exactement ? De nouvelles applications high tech comme des "montres connectées", des "lunettes à réalité augmentée", des "lentilles de contact permettant d'afficher des données du web", des "portables capables d'analyser les haleines", des "puces magnétiques invisibles permettant de géolocaliser en temps réel des voitures", des "détecteurs d'intrusion", des "mouchards permettant de surveiller à distance le travail d'un salarié", des "places de parking équipées de puces électroniques indiquant à distance leur disponibilité"... La liste des applications ludiques, commerciales et policières liées à ce nouveau réseau internet semble infinie.

Une fois de plus dans le Dauphiné Libéré, aucun article consacré à ces nouvelles technologies n'aborde sérieusement leurs conséquences sanitaires, politiques et environnementales. On apprend simplement que « *80 % des objets connectés présenteraient des failles de sécurité* ».

(Dauphiné Libéré, 07/11/15)

* * *

Pose du premier compteur Linky

High tech, encore. Pour la première fois en Isère, un compteur électrique "Linky" a été installé, à Échirolles. 570 000 compteurs de ce type sont prévus dans le département, 3 millions en France d'ici fin 2016. Le coût de cette "modernisation" est estimé à 5 milliards d'euros.

Les compteurs Linky sont dits "intelligents" : ils communiquent à distance par les câbles électriques, sans onde radio. Ils permettent à EDF de détecter plus facilement les fraudes, d'effectuer les relevés de consommation ou de couper le courant d'un foyer à distance. Conséquence de cette robotisation, plusieurs milliers de salariés des filiales d'EDF devraient être licenciés dans les années à venir.

L'installation et la fourniture des compteurs Linky est présentée comme gratuite pour l'utilisateur. En réalité, son coût devrait être progressivement intégré dans les abonnements et les factures d'électricité.

Pour lutter contre le recul social, politique et écologique de ces nouveaux compteurs, un collectif s'est constitué en Isère. Contact : stop-compteur-linky (at) riseup (point) net

(Dauphiné Libéré, 30/11/15 ; Le Parisien, 08/06/10 ; Tract du collectif Stop Compteurs Linky)

* * *

Pour une mosquée à Teisseire

La mairie de Grenoble a décidé d'aider l'Association des Musulmans Unis (AMU) du quartier Teisseire à trouver un terrain où construire une mosquée. Celle-ci sera financée par des dons privés. Une partie des deux millions d'euros nécessaires est déjà réunie. La mosquée pourrait être réalisée d'ici 2018. Elle sera, selon l'imam Jamad Allal, « *un lieu de tempérance, d'accueil et de prévention de la radicalisation* ».

L'AMU rassemblerait environ 800 fidèles. L'actuelle salle de prière, au 9 rue Paul Cocat, est trop petite. Chaque vendredi, plusieurs centaines de musulmans sont obligés de prier dehors, aux portes du local.

(Dauphiné Libéré, 13/11/15)

Vers la fermeture de la Poste Chavant ?

La Poste va-t-elle quitter la grande tour blanche du quartier Chavant ? La direction a annoncé la délocalisation des facteurs de cette Poste en mai 2016. Selon le syndicat Sud PTT, tout l'immeuble serait menacé, la direction de la Poste ayant prévu de « *faire du cash* » en revendant le bâtiment. Les syndicalistes dénoncent également de graves erreurs de management. En réponse, la direction affirme que le flux de courrier diminue de 7 % chaque année, et qu'il faut donc optimiser les surfaces de l'entreprise.

[Sur les grandes réformes en cours à la Poste, les méthodes managériales souvent effarantes, la "politique du chiffre" et ses conséquences humaines pour les salarié-e-s et les usager-e-s, nous recommandons *Le livre noir de la Poste*, Thomas Barba, 2013].

(Dauphiné Libéré, 13/11/15)

* * *

Procès du meurtre de Kevin et Sofiane

Le 28 septembre 2012, Kevin et Sofiane se faisaient tuer à Échirolles, lors d'une rixe aux causes encore obscures. Douze jeunes, la plupart mineurs au moment des faits, sont accusés d'avoir participé au meurtre. Leur procès s'est ouvert à huis clos et pendant six semaines au Palais de justice de Grenoble. Six semaines de rebondissements, de déclarations contradictoires, de bras de fer juridiques impressionnants. Le contraste entre la dignité des parents des victimes et le comportement de certains accusés, aux parcours sociaux souvent très difficiles, est particulièrement éprouvant. La lecture du rendu des audiences donne le sentiment d'une "coupe anatomique" d'une société à la dérive

[Étant donnée l'ampleur de l'affaire et sa médiatisation nationale, nous ne reviendrons pas ici, à chaud, sur le détail de ce procès. Des ouvrages retraçant précisément l'enquête et ses conclusions seront probablement publiés dans les temps à venir.]

(Dauphiné Libéré, 28/10/15)

* * *

À bientôt pour la prochaine Grevue de presse !

Pour la recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).